

■ Note économique (1966-2019)

3 D

**Institut CGT d'histoire sociale
Archives confédérales**

**Note économique. Publication du Centre
confédéral d'études économiques et sociales
(CCEES) puis du Pôle économique**

1966-2019

3 D

Montreuil
2022

Identification synthétique

Intitulé :	<i>Note économique</i>
Producteur :	Centre confédéral d'études économiques et sociales (CCEES), puis à partir du numéro 140 (mars 2014) par le Pôle économique.
Dates extrêmes :	1966-2019
Cote :	1 D
Lieu de conservation :	IHS CGT, Montreuil (93).
Conditions d'accès :	La consultation se fait sur place dans la salle de lecture de l'IHS-CGT. Librement communicable. Collection lacunaire.
Conditions de reproduction :	Demande auprès de l'archiviste.

3 D 1 N°1 à 40.

La conjoncture européenne, note n° 1, 18 janvier 1966

L'assemblée générale du CNPF, note n° 2, 21 janvier 1966

La conjoncture américaine : situation et perspectives, note n° 3, 31 janvier 1966

Réforme de la fiscalité des entreprises, note n° 4, 8 février 1966

Le projet de participation des travailleurs aux plus-values, note n° 5, 25 février 1966

Remarques sur la conjoncture française, note n° 6, 15 mars 1966

Conjoncture : état et perspectives, note n° 7, 23 mai 1966

Remarques sur la conjoncture : les échanges extérieurs, note n° 8, 25 octobre 1966

Conjoncture : les échanges, les équilibres fondamentaux, les entreprises, note n° 9, 8 novembre 1966

La Grande Bretagne : bilan de 2 ans de politique travailliste, note n° 10, 24 novembre 1966

La Grande Bretagne, bilan de deux ans de politique travailliste. La situation économique, note n° 11, 5 janvier 1967

La Grande Bretagne : problèmes économiques fondamentaux, compétitivité et balance de paiement (1), note n° 12, 19 janvier 1967

La Grande Bretagne : problèmes économiques fondamentaux, compétitivité et balance de paiement, note n° 13, 1er février 1967

La Grande Bretagne, bilan de deux de politique travailliste, conclusion, note n° 14, 7 mars 1967

Situation de l'emploi, note n° 15, 13 avril 1967

Evolution des bénéfices des entreprises (1965-1966), note n° 16, 25 mai 1967

Les investissements étrangers en France, note n° 17, 3 juin 1967

La signification du « bénéfice » dans une entreprise privée, note n° 18, 21 août 1967

L'intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion, note n° 19, 6 septembre 1967

Textes sur l'adaptation des entreprises, note n° 20, 19 septembre 1967

Premières remarques sur le budget, note n° 21, 9 octobre 1967

La conjoncture dans les pays capitalistes 1967, note n° 22, 18 octobre 1967

Le nouveau régime de la TVA, note n° 23, 22 octobre 1967

Les avantages consentis aux entreprises, note n° 24, non datée [1967].

Les relations économiques entre la France et les pays socialistes, note n° 25, 25 novembre 1967.

L'évolution de la coopération, note n° 26, non datée [1967].

La situation du marché du travail des jeunes, note n° 27, 15 janvier 1968

La conjoncture en France au début 1968, note n° 28, 16 janvier 1968

L'intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion, note n° 29, 19 janvier 1968

Le CNPF et le V^{ème} Plan, note n° 30, 9 février 1968.

Les salaires féminins, note n° 31, 13 février 1968.

Quelques problèmes de consommation, note n° 32, 13 mars 1968.

L'IG Métallique et les problèmes de l'emploi, note n° 33, 16 avril 1968.

Les institutions à vocation régionale, note n° 34, 22 avril 1968.

Chiffres de base de l'économie française en 1968, note n° 35, 23 avril 1968.

Quelques problèmes étudiants, note n° 36, 1^{er} août 1968.

La majoration des salaires imposée par les grèves, note n° 37, 10 septembre 1968.

Le budget de 1969, note n° 38, 30 septembre 1968.

Les indices et budgets-types, note n° 39, 19 novembre 1968.

L'échelle mobile des salaires, note n° 40, 5 décembre 1968.

3 D 2 n° 41 à 65.

Japon, note n° 41, 14 janvier 1969.

L'échelle mobile en Belgique, note n° 42, 4 février 1969.

Dossier de mars, note n° 43, 25 février 1969.

Après le rapport Nora quelques réflexions sur les nationalisations, note n° 44, 26 février 1969.

Problèmes techniques de l'échelle mobile, note n° 45, 10 mars 1969.

Crise du franc et problèmes monétaires internationaux, note n° 46, 12 mars 1969.

Chiffres de base de l'économie française, note n° 47, 22 avril 1969.

Le budget-type de la CGT, note n° 48, 5 mai 1969.

Le SMIC, note n°49, 20 mai 1969.

Etude critique de l'indice officiel des prix, note n° 50, 22 mai 1969.

Résultats des entreprises, note n° 51, 5 juin 1969.

Investissements et développement économique, note n° 52, 25 juin 1969.

Tendance des accords de participation au 1^{er} juillet 1969, note n° 53.

Structures de la population active en 1968, note n° 54, 15 octobre 1969.

Comptes de la nation 1969-1970, note n° 55, 2 novembre 1969.

Le projet de budget pour 1970, note n° 56.

Tendances du CNPF, note n° 57, 20 février 1970.

Actionnariat ouvrier et capitalisme populaire, note n° 58, 6 avril 1970.

Dossier « Comptes de la Nation 1969-1971 », note n° 59, 15 juin 1970.

Réflexions sur l'emploi et les revenus dans le VI^{ème} plan, 1^{ère} partie, note n° 60, 25 mai 1970.

Réflexions sur l'emploi et les revenus dans le V^{ème} plan, 2^{ème} partie, note n° 61, 25 mai 1970.

Réflexions sur l'emploi et les revenus dans le V^{ème} Plan ; 3^{ème} partie : les revenus, note n° 62, 25 mai 1970.

Données sur la conjoncture et le pouvoir d'achat des salaires, note n° 63, 22 septembre 1970.

Gestion démocratique en RDA, note n° 64, 10 octobre 1970.

Comptes prévisionnels 1970 et budget économique 1971, intervention de Jean-Louis Moynot à la Commission des Comptes de la Nation, note n° 65, 30 octobre 1970.

3 D 3 N° 66 à 91.

La conjoncture économique française et l'évolution du pouvoir d'achat, note n° 66, 3 septembre 1971.

L'actuelle crise monétaire, note n° 67, 3 septembre 1971.

Données sur les profits des entreprises-1970, note n° 68, 20 octobre 1971.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 69, 14 février 1972.

Le nouvel indice de prix de la CGT, note n° 70, 15 février 1972

Programme d'action 1971-1975 des 3 centrales syndicales néerlandaises, note n° 71, 9 mars 1972.

Réflexions sur l'Europe des monopoles, note n° 72, 17 avril 1972.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 73, 19 mai 1972.

La conjoncture au Royaume-Uni, note n° 74, 26 mai 1972.

L'évolution de la durée du travail en France de 1967 à 1972, note n° 75, 26 juillet 1972.

L'aménagement du territoire et la politique régionale du pouvoir actuel (Daniel Moreau), note n° 76, 27 juillet 1972

L'Agence nationale pour l'emploi, note n° 77, 28 août 1972.

Les besoins, éléments de bibliographie, note n° 78, août 1972.

Le chômage aux USA, note n° 79, 29 août 1972.

Données sur l'activité et la condition des femmes travailleuses, note n° 80, 10 octobre 1972.

Note sur la loi prévoyant la réforme régionale, note n° 81, 13 novembre 1972.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 82, 20 novembre 1972.

L'emploi des jeunes, note économique n° 83, 5 février 1973.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 84, 8 juin 1973.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 85, 25 juin 1973.

Le nouveau système élargi de comptabilité nationale, note n° 86, 20 août 1973.

Bilan sur la « participation aux fruits de l'expansion », note n° 87, 20 août 1973.

Indices des prix et budgets-types de la CFDT, de FO et des organisations familiales, note n° 88, 27 août 1973.

Situation actuelle dans les secteurs BTP et matériaux de construction, note n° 89, 23 octobre 1973.

Premiers éléments d'information sur le 7^{ème} plan, note n° 90, 18 décembre 1973.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 91, 20 décembre 1973.

3 D 4 N° 92 à 123.

Evolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires, janvier 1970- juin 1973. Situations comparaisons, note n° 92, 9 janvier 1974.

Planification sociale, évolution du travail, mode de vie et démocratie en URSS, note n° 93, 1^{er} mars 1974.

Premiers éléments de réflexion sur la politique régionale communautaire, note n° 94, 20 mars 1974.

La structures des salaires et l'évolution du pouvoir d'achat 1970-1973, note n° 95, 9 avril 1974.

Critique du programme d'action gouvernemental pour les années 1974 -1976, note n° 96, 17 avril 1974.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 97, 7 mai 1974.

L'actualisation annuelle des pondérations de l'indice INSEE, note n° 98, 30 mai 1974.

La planification capitaliste, note n° 99, 1^{er} juillet 1974.

Le travail intérimaire en France, note n° 100, 13 août 1974.

Indice des prix CGT. Structure de l'indice 1975, note n° 101, 3 septembre 1974.

Notes sur l'emploi régional et ses évolutions, note n° 102, 2 septembre 1974.

Etude des aspects économiques et sociaux de l'implantation du complexe industriel de Fos, note n° 103, 7 octobre 1974.

Eléments sur le capitalisme monopoliste d'Etat en grande – Bretagne. Structure et crise, note n° 104, 24 octobre 1974.

L'inflation, note n° 105, 24 octobre 1974.

Le rapport du Conseil national du crédit pour l'année 1973. La politique monétaire du gouvernement et ses justifications idéologiques, note n° 106, 14 novembre 1974.

Premières recherches sur : travail domestique des femmes, mode de production, égalité des salaires masculins et féminins, note n° 107, 5 décembre 1974.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 108, 10 décembre 1974.

L'estimation mensuelle du chômage, note n° 109, 10 janvier 1975.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 110, 10 avril 1975.

La CGT et le 7^{ème} plan, note n° 111, avril 1975.

Données sur l'évolution récente du pouvoir d'achat, note n° 112, 17 avril 1975.

Les projets d'entreprises en 1973, note n° 113, mai 1975.

L'orientation préliminaire à l'élaboration du V^{II}^{ème} plan, note n° 114, mai 1975.

Analyse du colloque gouvernement sur le redéploiement industriel, note n° 115, juin 1975.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 116, 12 juillet 1975.

Etat et perspectives de l'économie française à la fin juillet 1975, note n° 117, août 1975.

Manquant *L'évolution du chômage global, octobre 1975, n° 118*

Manquant *Essai d'évaluation des salaires perdus par l'ensemble des chômeurs totaux en août 1975, octobre 1975, n° 119*

Note sur l'emploi régional, note n° 120, novembre 1975.

Evaluation du nombre des travailleurs manuels en 1974, note n° 121, novembre 1975.

Problèmes de la consommation et organisations des consommateurs, note n° 122, 25 novembre 1975.

Indice de prix et catégories socio-professionnelles ; Commentaire d'une étude de l'INSEE, note n°123, décembre 1975.

3 D 5 N° 124 à 141.

L'intervention de l'Etat dans le financement du logement, André Zarha, note n° 124, janvier 1976.

Le livre blanc publié par l'Union nationale des HLM, note n° 125, janvier 1976.

L'évolution du chômage et de ses caractéristiques d'après l'enquête emploi d'avril 1975, note n° 126, février 1976.

Une évaluation de la spoliation des épargnants, note n° 127, janvier 1976.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 128, février 1976.

Données sur les profits des entreprises en 1974, note n° 129, février 1976.

Analyse critique du rapport Barre, André Zahra, note n° 130, mars 1976.

Indicateurs de ressources mensuelles nettes par unité de consommation des salaires du secteur privé, note n° 131, mai 1976 + annexe I année 1968 - janvier 1969, mai 1976 et annexe II juillet 1975- janvier 1976, mai 1976.

Manquant N° 132 Intervention de Jean-Louis Moynot au CES au nom du groupe CGT, mai 1976,

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 133, mai 1976.

Industrie française et commerce extérieur de 1960 à 1975, note n° 134, juillet 1976.

La crise de la démocratie. Analyses et commentaires des rapports présentés à la Commission trilatérale et discutés à Tokyo en mai 1975, note n° 135, septembre 1976.

Nucléaire le cycle du combustible, note n° 136, septembre 1976.

Le nucléaire dans la politique énergétique, note n° 137, septembre 1976.

Indice des prix, blocage des prix, note n° 138, octobre 1976.

Manquant N° 139 Résultats récents et perspectives du commerce extérieur de la France, octobre 1976,

Manquant N°140 Critiques des comptes de la Nation pour 1975 du budget économique 1976 et des principales hypothèses pour 1977, novembre 1976,

L'évolution du chômage et de ses caractéristiques d'après l'enquête emploi d'avril 1976, note n° 141, décembre 1976.

3 D 6 N°142 à 164.

La crise en Europe, note n° 142, janvier 1977.

Manquant N° 143 La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, février 1977,

La situation économique française, note n° 144, mars 1977.

Questions sur le procès de travail et ses transformations récentes, note n° 145, mars-avril 1977.

La crise de l'industrie textile et le 7^{ème} plan, note n° 146, juin 1977.

Crédit à la consommation, note n° 147, mai 1977.

Analyse critique des projections d'offre et de demande d'emploi pour le VII^{ème} plan, note n° 148, juin 1977.

Éléments sur le progrès technique et la crise, note n° 149, juin 1977.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 150, 10 juillet 1977.

Manquant N° 151 Une opinion sur l'évolution des conditions de travail dans l'industrie par ceux qui la subissent, octobre 1977

Manquant N° 152 Note méthodologique pour les indicateurs de ressources mensuelles nettes par unité de consommation des fonctionnaires, septembre 1968 – janvier 1970 – septembre 1975, février 1978.

Manquant N° 153 La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, décembre 1977.

Manquant N° 154 Les indices trimestriels CGT du pouvoir d'achat des ouvriers (secteur privé et nationalisé), novembre 1978.

Trois organismes patronaux pour l'intervention idéologique du patronat : le CRC (Centre de Recherche et d'Études des Chefs d'Entreprise), l'IRPOP (Institut de Recherche et de Perfectionnement de l'Organisation Professionnelle), l'Institut de l'Entreprise, note n° 155, janvier 1978.

La crise financière internationale, note n° 156, janvier 1978.

La coopération franco-algérienne. Bilan et orientations, note n° 157, mars 1978.

La conjoncture économique de quelques pays capitalistes, note n° 158, avril 1978.

Mise à jour du calcul CGT pour établir une série mensuelle représentative du chômage au sens de la définition du BIT, note n° 159, avril 1978.

Manquant N° 160 Analyse du premier rapport CERC sur les revenus des français, juin 1978.

Manquant N° 161 Sciences et techniques. Intervention des travailleurs. Informatique d'hier et d'aujourd'hui. Problèmes, juin 1978.

Redéploiement industriel, contenu et objectifs, note n° 162, septembre 1978.

Manquant N° 163 La lutte contre le néocolonialisme et pour un nouvel ordre économique international, octobre 1978.

Quelques éléments sur la stratégie économique et financière des sociétés d'assurances, note n° 164, novembre 1978.

3 D 7 N° 167 à 178.

Approche sur les schémas régionaux de transports collectifs de voyageurs, note économique n° 166, janvier 1979.

La recherche publique, note n° 167, mars 1979.

Journées d'études des 6 et 7 novembre 1978, groupe Suez-Saint-Gobain Pont-à-Mousson, mieux connaître pour mieux lutter, intervention de clôture de Jean-Louis Moynot, Secrétaire de la CGT, note n° 168, avril 1979.

Pouvoir, emploi et informatique, contribution de Gilbert Dupin, Secrétaire du CCEES aux « 36 heures » organisées par la Fédération générale du travail de Belgique, note n° 169, avril 1979.

Evolution du pouvoir d'achat de certaines catégories socio-professionnelles en tenant compte de la taille de la famille de 1968 à janvier 1977, note n° 170, août 1979.

Essai de chiffrage des effets de la réduction de la durée du travail sur l'emploi, note n° 171, juillet 1979.

La CGT et l'information, note n° 172, juillet 1979.

Pour une théorie de l'information, note n° 173, août 1979.

Situation économique de la Grande-Bretagne, note n° 174, août 1979.

Quelques éléments sur les échanges commerciaux entre la France et la Pologne, note économique n° 175, août 1979.

Transformations dues à l'introduction des techniques informatiques et attitudes syndicales, note n° 176, septembre 1979.

Le rapport Lenoir sur l'information économique et sociale, note n° 177, octobre 1979.

La commission trilatérale dans les textes, note n° 178, octobre 1979.

3 D 8 N° 179 à 215.

Baisse du revenu mensuel net des ouvriers, note n° 179, janvier 1980.

Etude sur l'emploi n°1. Présentation et sources ; l'enquête emploi d'octobre 1978, note n° 180, janvier 1980.

Ressources mensuelles nettes des ouvriers de janvier 1973 à octobre 1979, note n° 181, janvier 1980.

L'industrie de 1974 à 1978 : le redéploiement en action, note n° 182, février 1980.

Energie, matières premières et développement, note n° 183, mai 1980.

L'automatisation de la production : premières réflexions, note n° 184, mai 1980.

Rapport de recherche chômage et santé. Recherche effectuée pour le CNRS, note n° 185, mai 1980.

Démocratie industrielle, point de vue de la CGT et confrontations européennes, intervention de Jean-Louis Moynot, Secrétaire de la CGT au colloque de l'IRES-CGIL, Rome, 22-23 mai 1980, note n° 186, mai 1980.

La reconquête du SMIC. L'affaire de tous, pour tous, note n° 187, juin 1980.

Problèmes de la mesure du chômage, note n° 188, août 1980.

La CGT et le VIII^{ème} plan, note n° 189, septembre 1980.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} juillet 1980, n° 190, octobre 1980.

Les conséquences de l'informatisation sur l'emploi et les conditions de travail dans les banques et assurances, note n° 191, janvier 1981.

La place et le rôle des grands groupes monopolistes internationaux dans la production des matières premières, note n° 192, janvier 1981.

Analyse de l'enquête sur les conditions de travail du Ministère du Travail d'octobre 1978, note n° 193, juin 1981.

Débat sur les nationalisations à l'Assemblée nationale, extraits des principales interventions des députés de la majorité, note n° 194, janvier 1982.

Manquant N° 195 Réalités actuelles et transformations souhaitables de la fiscalité directe locale, analyses et propositions de la CGT, avril 1982.

Manquant N° 196 La réforme de la planification française, mai 1982.

De la nationalisation du système bancaire à une politique véritablement nationale du crédit pour une croissance nouvelle et différente, note n° 197, juin 1982.

Syndicats, relations économiques internationales et action pour la Paix, note n° 198, juillet 1982.

Manquants N° 199 – 201

Rendement des portefeuilles de valeurs mobilières et inégalités sociales, note n° 202, novembre 1982

IX^{ème} plan. Le point sur l'avancement des discussions. Les principales interventions de la CGT, note n° 203, mars 1983.

Note sur le livre d'Hervé Hamon La deuxième gauche, note n° 204, mars 1983.

Manquant N° 205

Crise, relations internationales et nationalisations, note n° 206, avril 1983.

Manquant N° 207

Rôle et place des syndicats dans le monde d'aujourd'hui, conférence internationale, Moscou, 3-4 mai 1983, note n° 208, juin 1983.

Dossier sur les problèmes de l'énergie, note n° 209, juin 1983.

Le travail posté, note n° 210, juillet 1983.

Situation économique à la fin du premier semestre et perspectives à court terme, note n° 211, juillet 1983.

Coûts salariaux, charges sociales en France, note n° 212, septembre 1983.

Manquant N° 213

Suivi de l'évolution du pouvoir d'achat des familles d'ouvriers. Statistiques trimestrielles, données d'octobre 1983, note n° 215, décembre 1983.

3 D 9 N°216 à 290

L'enquête sur les conditions de vie et les aspirations des français, note n° 216, janvier 1984.

Quelques données sur les jeunes et l'emploi, note n° 217, janvier 1984.

Quelques réflexions sur les plans régionaux et les contrats de plan Etat, régions, note n° 218, janvier 1984.

N° 219 – 220, **manquants**

Contribution de Gérard Alezard, Secrétaire de la CGT, au colloque de la revue Economie et Politique sur le thème : Développer l'emploi pour réussir la modernisation de l'industrie et les mutations technologiques de la France, du 18 mars 1984, note n° 221, mars 1984.

N° 222 – 223, **manquants**

Premier rapport annuel sur la situation économique et sociale de la France 10 mai 1981 – décembre 1982, présentation de Gérard Alezard, Secrétaire de la CGT - Conférence de presse CGT du 14 mai 1984, note n° 224, juin 1984.

N° 225 – 226, **manquants**

L'emploi dans les secteurs tertiaires, note n° 227, novembre 1984.

L'évolution démographique récente de la France, note n° 228, septembre 1984.

L'économie française en 1983, note n° 229, octobre 1984.

N° 229, **manquant**.

L'évolution des conditions de vie et les aspirations des français en 1983. Commentaires des résultats de l'enquête du CREDOC, note n° 230, novembre 1984.

Les administrateurs CGT et les entreprises du secteur public, note n° 231, novembre 1984.

L'écu, l'Europe et les débats d'actualité, note n° 232, mars 1985.

La situation de l'industrie française au tournant des années 1984 – 1985, note n° 233, avril 1985.

Les questions de l'emploi en 1984, note n° 234, avril 1985.

Les salaires en 1984, note n° 235, avril 1985.

Colloque national CGT Les grands équipements aujourd'hui, 28-29 mars 1985, comptes rendus des travaux, note n° 236, mai 1985.

Les enjeux du budget 1986, note n° 237, mai 1985.

Nationalisations ? « D'urgence une autre gestion pour une autre efficacité », note n° 238, juin 1985.

Etude sur le Conseil national des impôts. Quelques évolutions structurelles de la fiscalité, note n° 239, juin 1985.

Données sur l'évolution des revenus de 1981 à 1984, note n° 240, juillet 1985.

Problèmes actuels des transformations de la qualification, note n° 241, juillet 1985.

Flexibilité et marché du travail, note n° 242, septembre 1985.

Planification décentralisée et IXème plan. Le destin d'une réforme en trompe l'œil - communication de Charles Demons au colloque La planification décentralisée organisé les 19 et 20 septembre 1985 par l'institut d'économie régionale du Sud-ouest – Unité associée n° 916 du CNRS, note n° 243, septembre 1985.

N° 244, **manquant**.

L'évolution des conditions de vie et les aspirations des français en 1984, note n° 245, novembre 1985.

N° 246, **manquant**.

Nouvelles technologies et stratégies syndicales, étude de Gérard Alezard, Secrétaire de la CGT, note n° 247, février 1986

Effectif salariés entrant dans le champ d'activité des fédérations de la CGT, note n° 248, février 1986.

Données sur les problèmes de la jeunesse, note n° 249, mars 1986.

Nationalisations, note n° 250, mars 1986.

La dette et la communauté d'intérêts entre travailleurs français et plus généralement des pays capitalistes développés, avec les travailleurs et syndicats d'Amérique latine, note n° 251, mai 1986.

La politique des prix dans la nouvelle période économique, exposé de Jacky Fayolle au CCEES le 6 mai 1986, note n° 252, juillet 1986.

3 D 9 L'évolution des conditions de vie et des aspirations des français en 1985, note n° 253, juillet 1986.

Constat de l'évolution récente des revenus en France (1982-1985), note n° 254, juillet 1986.

Le profit et l'emploi : deux logiques inconciliables, article de Charles Demons pour la revue lyonnaise *Informations et commentaires* éditée par l'Association des Amis du centre de croissance des jeunes nations et Economie, Développement, Société, note n° 255, septembre 1986.

Les modalités de création des syndicats dans le monde – quelques éléments sur la constitution des centrales syndicales nationales aux USA et dans plusieurs pays d'Europe centrale, article de Jean Magniadas, membre de la CE de la CGT, note n° 256, novembre 1986.

Emploi et chômage : l'éclatement, notes sur une étude de l'INSEE (rédactrice Danièle Guillemot, Secrétaire du CCEES, note n° 257, mars 1987.

Principaux résultats de l'impôt sur les grandes fortunes, 1982 – 1985, note n° 258, mars 1987.

Prix – inflation 6 mars 1987, note n° 259, mars 1987. Conférence de presse CGT du 6 mars 1987, intervention de Gérard Alezard, note n° 259, mars 1987.

La planification. Problèmes et enjeux – intervention de Gérard Alezard au Conseil Economique et Social des 10 et 11 mars 1987, note n° 260, mars 1987.

La conjoncture économique et ses perspectives en mars 1987, intervention de Jean Magniadas au CCEES sur le rapport présenté par Philippe Neeser au Conseil Economique et Social en mars 1987, note n° 260, avril 1987.

Conjoncture européenne : la déprime, note n° 262, mai 1987.

Travail domestique. Questions anciennes et nouvelles interrogations, note n° 263, mai 1987.

Budget 1987. Militarisation des dépenses publiques, note n° 264, mai 1987.

Sur les problèmes fiscaux – observations de Jean-Claude le Duigou, note n° 265, juillet 1987.

Constat de l'évolution récente des revenus en France (1983 – 1986), note n° 266, juillet 1987.

Conférence de presse de la CGT sur le projet de budget 1988 – introduction de Gérard Alezard, note n° 267, août 1987.

Le point sur la planification, note n° 268, août 1987.

L'emploi dans les branches de services : une mise en perspective de long terme, note n° 269, octobre 1987.

Evolution des salaires annuels nets offerts et leur pouvoir d'achat des différentes catégories socio-professionnelles des secteurs privé et semi public de 1980 à 1986, rédaction Adrien Poisson, collaborateur CCEES, note n° 270, novembre 1987.

Questions actuelles d'énergie, note n° 271, novembre 1987.

Mode de recrutement, mobilité et formation des populations des catégories socio-professionnelles « administratives » d'après l'enquête formation qualification professionnelle (FQP) de 1977, Danièle Guillemot, secrétaire du CCEES, note n° 272, novembre 1987.

L'harmonisation fiscale en Europe. Réflexions sur des propositions de la Commission des communautés européennes, note n° 273, décembre 1987.

Conciliation et arbitrage dans les conflits collectifs du travail : leçons syndicales des expériences françaises (approche historique), note n° 274, décembre 1987.

La communauté économique européenne en 1987-1988. Bilan, perspectives et enjeux, note n° 275, janvier 1988.

La situation économique à la fin 1987 et les perspectives pour 1988, Jean Magniadas, Directeur du CCEES), note n° 276, février 1988.

Distribution commerciale et niveaux des prix, Michel Madieu, Secrétaire du CCEES, note n° 277, février 1988.

Turbulences financières d'économies en crise, Charles Demons, Secrétaire du CCEES, note n° 278, mai 1988.

Les relations CEE-CAEM : étapes et problèmes, note n° 279, juin 1988.

La suppression des « frontières fiscales » en Europe ; de très graves dangers pour la France ; l'urgence de la coopération internationale, note n° 280, juillet 1988.

Le budget 1989. Premiers éléments, premières réflexions et enjeux, rapport de Jean-Christophe Le Duigou devant le CCEES, note n° 281, 18 juin 1988. [le n° de cette note est précisé au crayon noir – auteur de cette annotation inconnu].

Salariat : quelques aspects et tendances d'aujourd'hui, exposé d'André Narritsens Secrétaire du CCEES présenté le 15 juin 1988 pour un stage supérieur organisé par le CCEO sur le thème : L'évolution du salariat, note n° 282, août 1988.

Constat de l'évolution récente des revenus en France (1984-1985), Jean Moulin et Pascale Béal, Secrétaires du CCEES, note n° 283, septembre 1988.

La filière forêt-bois et l'Europe, note n° 284, octobre 1988.

Intervention de Gérard Alezard (Secrétaire de la CGT lors de la présentation du projet d'esquisse du X^{ème} plan par M. Stoleru le 29 septembre 1988, note n° 285, septembre 1988.

La conjoncture économique et ses perspectives au second semestre 1988, intervention de Jean Magniadas, Directeur du CCEES, note n° 286, novembre 1988.

Note sur le plan Rocard, note n° 287, octobre 1988.

Privatisation et recomposition des noyaux durs. Une mise en perspective estivale, note n° 288, novembre 1988.

Aspects économiques de la situation internationale et de la situation française, rapport de Jean Magniadas, réunion du CCEES du 21 novembre 1988, note n° 289, décembre 1988.

Les tendances récentes de l'emploi, note n° 290, décembre 1988.

3 D 10 N° 290 à 307 puis nouvelle numérotation du n°1 à 22.

Préparation du X^{ème} plan. Appréciation de la CGT à l'issue de la première phase des travaux, note n° 290, janvier 1989 [il s'agit bien du n° 290 identique à celui de la note de décembre 1988.

Quelques repères sur la croissance française aujourd'hui, Charles Demons, Secrétaire du CCEES, note n° 292, avril 1989.

Sur l'intégration européenne, éléments d'intervention de Charles Demons, Secrétaire du CCEES lors de réunions de travail, note n° 293, juin 1989.

La dette des pays en voie de développement. Initiative Brady (Secrétaire d'Etat aux finances des USA): pourquoi ? comment ? obstacles ? Pierre Caussé, membre du groupe CGT au CCEES – Conseil économique et social et collaborateur de la CGT, note n° 294, juillet 1989.

Etude du comportement des groupes représentatifs au Conseil Economique et Social, 1970-1988, étude de Jean Magniadas avec la collaboration de Michèle Isidore, note n° 295, juillet 1989.

N° 296, **manquant**.

Constat de l'évolution récente des revenus en France (1985- 1988), note n° 297, juillet 1989.

Réflexions sur les éléments caractéristiques des discours des leaders syndicaux (CFDT – CFTC – CGC – FEN) en septembre 1989 André Naritssens, Secrétaire du CCEES, note n° 298, novembre 1989.

La situation économique et sociale de la France à la fin 1989. Une croissance malsaine, note n° 299, novembre 1989.

La conjoncture économique au premier semestre 1990, intervention de Charles Demons, Directeur CCEES, au cours des débats du Conseil Economique et Social, note n° 300, mars 1990.

N° 301 et 302, **manquants**.

Les questions de l'eau et la CGT, note n° 303, juin 1990.

Projet de loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République. Eléments du débat au Conseil Economique et social, interventions de Gérard Alezard, Michel Madieu, CGT, et Jean-

Marie Baylet, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur chargé des collectivités territoriales ; texte du projet, note n° 304, juin 1990.

Les débats sur l'aménagement du territoire aujourd'hui, note n° 305, juillet 1990.

N° 306, **manquant**.

Energie et environnement, positions de la CGT exposées dans le cadre du groupe de prospective de l'énergie sous l'égide du Commissariat au Plan présidé par Michel Pecqueur, note n° 307, septembre 1990.

[Nouvelle numérotation]

Réforme fiscale : qu'y-a-t-il derrière l'annonce ?, note n° 1, septembre 1996.

La nécessité de nouveaux choix économiques, note n° 2, 2 septembre 1996.

Faut-il se résigner à une faible croissance ?, note n° 3, novembre 1996.

Les nouvelles dimensions de la lutte contre les inégalités, note n° 4, décembre 1996.

1997-1999 : l'Europe et la France face aux échéances de la monnaie unique, note n° 5, janvier-février 1997.

Economie française : sept questions pour un diagnostic, note n° 6, mars 1997.

Le devenir des banques nous intéresse Pour une nouvelle confiance s'appuyant sur l'efficacité des financements, note n° 7, avril 1997.

De l'hypothèse de l'amélioration de la conjoncture à l'action pour une politique de développement, note n° 8, mai-juin 1997.

Finances publiques : comment faire face aux contraintes, note n° 9, juillet 1997.

La réduction du temps de travail est possible, note n° 10, août 1997.

Après la réunion de Matignon du 10 octobre 1997, quel plan de bataille pour l'emploi ?, note n° 11, octobre 1997.

Petites et moyennes entreprises, réalités et problèmes de financement, note n° 12, novembre-décembre 1997.

La crise financière asiatique peut-elle casser la croissance en France et en Europe ?, note n° 13, janvier 1998.

Qui paie l'impôt en France ? Une réforme nécessaire à engager en 1998, note n° 14, février 1998.

Politique familiale et choix de fiscalité ? Comment amorcer les évolutions nécessaires ?, note n° 15, mars 1998.

Pauvreté humaine et misère de la statistique (A propos d'un important dossier d'Economie et Statistique), note n° 16, avril 1998.

Pourquoi la Bourse monte et quels en sont les risques pour les salariés et l'économie française ?, note n° 17, mai 1998.

Une valorisation considérable des salaires est indispensable pour donner un caractère durable et équitable à la croissance, note n° 18, juin 1998.

Cotisations sociales : quelles priorités pour une réforme ?, note n° 19, septembre 1998.

Les risques d'une nouvelle récession. La nécessité de protéger l'emploi, note n° 20, octobre 1998.

Fiscalité : analyse du projet de loi de finances pour 1999 Le problème de la taxe professionnelle, note n° 21, novembre 1998.

Quelle stratégie syndicale face à la concentration du capital ?, note n° 22, décembre 1998.

3 D 11 n°23 à 76.

Le scandale des stocks-options va-t-il s'accroître ?, note n° 23, janvier 1999.

Retraites : approche économique des problèmes démographiques, note n° 24, février 1999.

Aides à l'emploi, gestion des groupes et carences du système bancaire et financier, note n° 25, mars 1999.

L'enjeu d'un pôle public de financement. 1^{ère} partie : les questions posées à partir de la « loi sur l'épargne et la sécurité financière », note n° 26, avril 1999.

Conforter et renouveler la retraite par répartition, note n° 27, mai 1999.

La réduction du temps de travail et les cotisations sociales patronales, note n° 28, juin 1999.

L'euro et la nouvelle donne des luttes en France et en Europe, note n° 29, juillet 1999.

Consolider l'emploi et la croissance par des choix budgétaires et fiscaux appropriés, note n° 30, septembre 1999.

Quelle stratégie syndicale face aux restructurations bancaires ? Une mise en perspective, note n° 31, octobre 1999.

Un nouveau cycle de négociations commerciales internationales : refuser l'accentuation des dominations et bâtir les conditions du co-développement, note n° 32, novembre 1999.

Fonds de pension, épargne salariale, Epargne des salariés. Mobiliser l'épargne salariale pour bâtir de nouvelles solidarités, note n° 33, décembre 1999.

Fonds régionaux pour le développement et l'emploi (FRDE). Eléments de réflexion et proposition de la CGT, note n° 34, janvier 2000.

A quoi doit servir la programmation budgétaire ?, note n° 35, février 2000.

Il faut que les salariés bénéficient de la croissance, note n° 36, mars 2000.

Vers le dépérissement du SMIC ? Le piège du projet d'allocation compensatrice, note n° 37, avril 2000.

Que se cache-t-il derrière la « nouvelle économie » ?, note n° 38, mai-juin 2000.

Comment bâtir le plein-emploi ? Les enjeux économiques, note n° 39, juillet 2000.

Comment bâtir le plein-emploi ? Un nouveau statut pour le travail salarié ?, note n° 40, août 2000.

Flambée du pétrole, chute de l'euro, spéculations : urgence d'une régulation des relations internationales, note n° 41, septembre 2000.

Aménager la France de 2020. Mettre les territoires en mouvement pour répondre aux besoins, note n° 42, octobre 2000.

Le syndicalisme et l'économie sociale et solidaire, note n° 43, novembre 2000.

Refondation sociale, année zéro, note n° 44, décembre 2000.

L'objectif du plein emploi est-il compatible avec des politiques d'inspiration libérale ? (A propos du rapport du Conseil d'analyse économique sur le plein emploi), note n° 45, janvier 2001.

L'emploi et les salaires au cœur du problème de la croissance, note n° 46, février 2001.

La révolution informationnelle, l'entreprise et les droits sociaux, note n° 47, mars 2001.

Les vraies raisons de la contrainte budgétaire, note n° 48, avril 2001.

Conjoncture, licenciements et « sécurité sociale professionnelle », note n° 49, mai 2001.

La restructuration du système financier en Europe, ses enjeux et ses risques pour les salariés (A propos de la fusion Allianz/Dresdner), note n° 50, juin 2001.

« A propos des difficultés de recrutement » : réalités et responsabilités patronales, note n° 51, juillet-août 2001 + ***Le choix d'emplois qualifiés et bien rémunérés pour conforter la croissance***, supplément à la note n° 51 de juillet-août 2001.

Investissements à l'étranger, fusions, acquisitions : quelle stratégie pour les entreprises françaises et européennes ?, note n° 52, septembre 2001.

Le développement de l'emploi contre l'économie de guerre, note n° 53, octobre 2001.

Approche économique d'une Sécurité sociale professionnelle : contexte et contenu, note n° 54, novembre 2001.

Après Doha : promouvoir des partenariats pour le développement, note n° 55, décembre 2001.

Conceptions de l'entreprise et nouveaux droits des salariés, note n° 56, janvier 2002.

Quels droits nouveaux concernant la formation et l'information des salariés ?, note n° 57, février 2002.

A propos du deuxième rapport du CERC. Apports et limites d'une analyse, note n° 58, mars 2002.

L'épargne des salariés : quelle utilisation au service de l'emploi et de la satisfaction des besoins sociaux ?, note n° 59, avril 2002.

Comment desserrer la contrainte du pacte de stabilité européen ?, note n° 60, mai 2002.

Face à la crise sociale et politique, la place du salaire minimum, note n° 61, juin 2002.

Finances publiques locales. Décentralisation et pression des choix libéraux, note n° 62, juillet-août 2002.

Pourquoi la politique Chirac – Raffarin est-elle nuisible aux salariés ?, note n° 63, septembre 2002.

La Bourse est-elle folle ? Les dessous des mécanismes de la crise financière, note n° 64, octobre 2002.

Pourquoi nous sommes contre les privatisations, note n° 65, novembre 2002.

Le service public et la société, note n° 66, décembre 2002.

Le patronat et les choix du gouvernement Raffarin, note n° 67, janvier 2003.

Croissance et innovation sociale contre la tourmente qui s'abat sur l'emploi, note n° 68, février 2003.

Délocalisation, externalisation, sous-traitance. Premiers éléments de réflexion pour une démarche syndicale de conquête d'un nouveau plein emploi, note n° 69, mars-avril 2003.

L'avenir des retraites, deux points de vue critique sur la réforme Fillon, note n° 70, mai 2003.

Conforter l'épargne populaire au service de l'intérêt général, note n° 71, juin 2003.

Pour une nouvelle politique économique : mobiliser les ressources des entreprises, note n° 72, juillet-août 2003.

Les propositions de la CGT pour une réforme des cotisations sociales dites « patronales », note n° 73, septembre 2003.

Le forum social européen, les termes du débat autour de la mondialisation, note n° 74, octobre 2003.

2000-2003. Quatre constats relatifs à l'évolution de l'emploi, note n° 75, novembre 2003.

Données sur les inégalités en France, note n° 76, décembre 2003.

3 D 12 N° 77 à 128.

Propositions de la CGT pour une transformation de la taxe professionnelle en une taxe pour le développement local, note n° 77, janvier 2004.

La vérité sur la démarche et le programme du Front national, note n° 78, février 2004.

L'immigration. Clarifier les termes du débat pour le mouvement syndical, note n° 79, mars 2004.

Qui peut garantir l'avenir de la Sécurité sociale ?, note n° 80, avril 2004.

Conjoncture économique : une reprise faible et fragile, note n° 81, mai-juin 2004.

Pourquoi s'emparer de la notion de compétence(s), note n° 82, juillet-août 2004.

La sécurité sociale professionnelle : une utopie réaliste, note n° 83, septembre 2004.

Hausse du prix du pétrole : comprendre les causes pour mieux définir les réponses à y apporter, note n° 84, octobre 2004.

Quelle intervention sur les enjeux économiques et de développement ? La position CGT de fonds d'intervention pour l'emploi et le développement solidaire des territoires (fonds régionaux), note n° 85, novembre 2004.

La réforme de l'assurance maladie : l'enjeu crucial du financement, note n° 86, décembre 2004.

Gagner plus pour travailler tous. L'indispensable augmentation des salaires, note n° 87, janvier 2005.

Les profits explosent l'emploi et les salaires sont bloqués. Mobiliser l'argent des entreprises au service de l'emploi et de l'investissement, note n° 88, février 2005.

Les propositions gouvernementales de relance de l'intéressement et la participation / une réponse en trompe-l'œil à l'exigence d'augmenter les salaires, note n° 89, mars 2005.

La démagogie sur les prix dans la grande distribution ne doit pas servir de prétexte au refus de revaloriser les salaires, note n° 90, avril 2005.

Transformation de la taxe professionnelle en un impôt pour l'emploi et le développement solidaire des territoires, note n° 91, mai 2005.

La situation économique et sociale est grave. Le gouvernement fait fausse route, note n° 92, juin 2005.

Retour sur la politique d'exonération des cotisations sociales patronales, note n° 93, juillet-août 2005.

La « deuxième étape » du gouvernement Villepin : ni croissance, ni social, des cadeaux aux plus riches, note n° 94, septembre 2005.

Budget 2006 : des artifices pour répondre à la multiplication des contraintes, note n° 95, octobre 2005.

Maitriser la dette publique : oui mais avec quel objectif et avec quels moyens ?, note n° 96, novembre-décembre 2005.

D'où vient le déficit du commerce extérieur de la France ? Comment le résorber ? Les contradictions du gouvernement Villepin, note n° 97, janvier 2006.

Industrie et territoires. Quelle intervention dans les « pôles de compétitivité » ?, note n° 98, février 2006.

Réflexions de la CGT sur le projet de rapprochement des caisses d'épargne et des banques populaires dit « Natixis », note n° 99, mars-avril 2006.

Pourquoi les dividendes versés aux actionnaires ne font ni l'investissement ni l'emploi ?, note n° 100, mai 2006.

La réforme indispensable du financement de la Sécurité sociale, note n° 101, juin 2006.

Valorisation du travail et enjeux d'interventions syndicales. Réflexions et arguments, note n° 102, juillet-août 2006.

A propos du projet de loi « pour le développement de la participation de l'actionariat salarié », note n° 103, septembre 2006.

Budget 2007 : une politique d'austérité renforcée, note n° 104, octobre 2006.

Mobiliser les moyens financiers des entreprises au service de l'emploi, des salaires et de l'investissement productif, note économique n° 105, novembre-décembre 2006.

L'intervention des salaires dans les gestions des entreprises / quels droits pour les administrateurs salariés ?, note n° 106, janvier 2007.

LBO une nouvelle technique financière qui menace l'emploi et l'investissement productif, note n° 107, février 2007.

Pourquoi la CGT combat l'Extrême droite, note n° 108, mars 2007.

L'économie sociale et ses salariés. Un champ d'intervention syndicale à part entière, note n° 109, avril 2007.

La « TVA sociale » est patronale, note n° 110, mai 2007.

Energie et développement durable. Les enjeux de l'intervention syndicale, note n° 111, juin 2007.

Quelles fondations pour l'Europe sociale. Réflexions après le 11^e congrès de la CES, note n° 112, juillet-août 2007.

Que se cache-t-il derrière le débat sur les régimes spéciaux ?, note n° 113, septembre-octobre 2007.

Les clés de l'amélioration du pouvoir d'achat : augmenter les salaires, réduire la précarité et alléger le poids des dépenses pré engagées, note n° 114, novembre-décembre 2007.

Les syndicats face aux contrats de partenariat public-privé, note n° 115, janvier-février 2008.

Société Générale : premières leçons d'une crise, note n° 116, mars 2008.

Une nouvelle étape de l'intervention pour les services publics en Europe, note N° 117, avril-mai 2008.

Qui sont les perdants et les gagnants de la flambée du prix du pétrole ?, note n° 118, juin 2008.

Les fonds souverains : questions pour une démarche syndicale, note n° 119, juillet-août 2008.

Récession sociale et récession économique. Quels liens ? Quelles réponses ?, note n° 120, septembre 2008.

Les rivalités monétaires internationales, quels liens avec la crise financière ?, note n° 121, octobre-novembre 2008.

Face aux contradictions des plans gouvernementaux quelle politique de relance faut-il mettre en œuvre ?, note n°122, décembre 2008-janvier 2009.

Cinq priorités pour une politique industrielle, note n° 123, février 2009.

Pour une « maison commune de la retraite ». Comment garantir la retraite de chaque salarié, note n° 124, mars 2009.

La rémunération des dirigeants d'entreprises : quelles règles, quels critères ?, note n° 125, avril 2009.

Le partage de la valeur ajoutée, un enjeu revendicatif (à propos du rapport Cotis), note n° 126, mai-juin 2009.

Des budgets successifs qui enfoncent notre pays dans la crise et aggravent des inégalités déjà considérables, note n° 127, juillet-août 2009.

Non, la crise n'est pas terminée. Pour en sortir, les entreprises sont aussi leur responsabilité, note n° 128, septembre-octobre 2009.

3 D 13 N° 129 à 152.

Quelles sont les causes de la crise que traverse l'Europe et pourquoi les plans de rigueur vont aggraver la situation, note n° 129, mai 2010 [photocopie].

Pourquoi l'Allemagne ne peut être un modèle pour la France (à propos des divergences de performances économiques entre l'Allemagne et la France). Propositions de la CGT pour une reconquête de l'industrie, note n° 130, janvier – février 2011.

Reconquérir l'industrie c'est répondre aux besoins et assurer un développement humain durable, note n° 131, mars – avril 2011.

Pourquoi il faut combattre l'extrême droite, note n° 132, mai – juin 2011.

L'objectif « déficit public zéro » ou le quitus des gouvernements européens aux marchés financiers, note n° 133, juillet – août 2011.

Financement des collectivités territoriales : les banques doivent assumer leur responsabilité (à propos de Dexia), note n° 134, septembre – octobre 2011.

Mettre fin au scandale des agences de notation, note n° 135, janvier 2012.

« TVA sociale » : ni pour l'emploi, ni pour la compétitivité, ni anti – délocalisation. Franchement antisociale, note n° 136, février – mars 2012.

Pour une fiscalité des entreprises favorable à l'emploi et à l'investissement productif, note n° 137, juin 2012.

« Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi » : une logique contestable et contestée, note n° 138, novembre – décembre 2012.

Changer de cap maintenant, note n° 139, juin 2013.

Le taux de marge des entreprises face à l'offensive patronale, note n° 140, mars 2014

Union bancaire européenne : de quoi s'agit-il ?, note de Denis Durand n° 141, mai 2014.

Face au risque de déflation, une seule solution : rompre avec l'austérité, Nasser Mansouri-Guilani, note n° 142, septembre 2014.

La base de données économiques et sociales et notre démarche syndicale, Jean-François Soury, note n° 143, février 2015.

De quelques aspects et enjeux économiques des 32 h, Nasser Mansouri-Guilani, note n° 144, février 2016.

Une charte pour les salariés : propositions de la CGT, note n° 145, avril 2016.

Rémunération des dirigeants d'entreprise : contre l'iniquité sociale, agir pour une nouvelle efficacité économique, note n° 146, juillet 2016.

Pour faire avancer la mise en sécurité sociale des salariés, se battre sur les évolutions réelles plutôt que pour ou contre un slogan. Mise en perspective du débat sur « le revenu de base ». Michaël Zemmour, note n° 147, novembre 2016.

FN 2017. Vieilles idées et nouveaux habits, note n° 148, février 2017.

Plan 500 000 formations supplémentaires, note n° 149, avril 2017.

Mettre fin à la désindustrialisation. Redonner du souffle à l'activité industrielle. La démarche de la CGT en territoire, note n° 150, mars 2018.

La dette : les vrais et les faux enjeux, note n° 151, mai 2018.

Pouvoir d'achat. Comprendre la réalité des chiffres, Victorien Pâté et Alain Gély, note n° 152, octobre 2019.

3 D 23 Notes économiques « série B »

Les horaires variables. Eléments de bibliographie, B 103, juin 1977.

Bibliographie sélective des positions de la CGT, B 104, octobre 1977.

B 106, 1^{er} octobre 1978.

B 107, 1^{er} octobre 1979.

B 108, 1^{er} octobre 1980

B 109, 1^{er} février 1981.

B 110, 1^{er} février 1980.

B 111, 15 juin 1981.

B 112, 20 octobre 1981.

3 D 24 Notes économiques « série R »

La protection des mères sans appui à Marseille de 1928 à 1980, décembre 1983.

Fiscalité, para-fiscalité et offre de travail féminin, janvier 1985.

L'avenir sans fin : le sens de la vie pour les chômeurs en début et en fin d'activité professionnelle, février 1985.

L'opportunité économique et sociale du soutien à domicile des personnes âgées – enquête sur un département, mars 1985.

Offre d'équipements socio-culturels et sportifs et comportements des élèves : conséquences pour une politique sociale, avril 1985.

Dynamique économique des pays miniers en développement et instabilité des marchés de matières premières minérales, septembre 1985.

Formation des prix et inflation, septembre 1985.

La création du patronat, novembre 1985.

La course aux armements : nouvelle stratégie impérialiste, faim dans le monde et la fin des espoirs d'un NOEI ?, mai 1986.

3 D 24 – 27 Documents [série D]

Note à propos des coûts de main d'œuvre des ouvriers dans l'industrie, D 1, décembre 1973.

Le COMECON et la politique sociale ; Le travail syndical parmi les jeunes hongrois travaillant en RDA, D 2, décembre 1973.

3 D 8 Note d'information sur la charte des droits et des devoirs économiques des états, D 7, janvier 1975.

Note d'information sur « impôts directs et transferts sociaux : effets sur l'échelle des revenus, de 1962 à 1970 (étude d'Hélène Roze), D 3, octobre 1974.

Note d'information sur la conférence de presse de la Fédération « Ecoles et familles » - le coût de la rentrée scolaire 1974, D 4, novembre 1974.

Note d'information sur quelques éléments sur l'évolution de la situation économique des pays socialistes, D 5, décembre 1974.

Note d'information sur vaincre la pauvreté dans les pays riches (extraits d'un livre du Conseiller économique Valéry Giscard d'Estaing), D 6, janvier 1975.

Note d'information sur la charte des droits et des devoirs économiques des états, D 7, janvier 1975.

La crise monétaire – la question des ressources naturelles – le développement des luttes impérialistes, D 8, février 1975.

Note d'information sur l'indice national du coût de la construction, D 9, mars 1975.

Statistiques rétrospectives [mise à jour], D 10, mai 1975.

Note d'information sur le redéploiement vu par Monsieur de l'Estoile, Directeur général de l'Industrie, D 11, mai 1975.

Note d'information sur l'évolution des coûts horaires et de la durée annuelle du travail dans les pays de la CEE, D 12, août 1975.

Note d'information sur la Revue de quelques travaux publiés par le laboratoire physiologie du Travail et d'Ergonomie du CNAM, D 13, octobre 1975.

Evolution du pouvoir d'achat des revenus mensuels nets des ouvriers, D 14, janvier 1976.

La population active et les salariés en 1976, D 15, décembre 1976.

Investissements aux USA en prévision de l'arrivée de la gauche au pouvoir, traduction d'un article du New-York Times du 16 janvier 1977, D 16, mars 1977.

La mortalité infantile dans les régions françaises, D 17, mars 1977.

L'économie américaine : une béquille fragile, D 18, avril 1977.

Le patronat, la politique économique et le Programme commun
[reproduction de l'intervention de François Ceyrac, Président du CNPF, Club de la presse – Europe 1, 29 avril 1977, D 19, mai 1977.

CNPF. Les 4èmes assises nationales des entreprises, D 20, décembre 1977.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} janvier 1978, D 21, mars 1978.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} avril 1978, D 22, juin 1978.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} octobre 1978, D 23, décembre 1978.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers et des smicards au 1^{er} janvier 1979, D 24, mars 1979.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} avril 1979, D 25, juin 1979.

Baisse du pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} avril 1978, D 26, juillet 1979.

Les déclarations de M. Barre au Matin et la réalité économique et sociale (4.09.79), D 27, septembre 1979.

Âges de la retraite ; âges effectifs, âges souhaités, D 28 novembre 1979.

3 D 25

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} janvier 1980, D 29, mars 1980.

Les conditions socio-économiques du passage à la retraite, D 30, mars 1980.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} avril 1980, D 31, juin 1980.

Conférence scientifique sur les multinationales (organisée par l'Institut du mouvement ouvrier international et le Conseil central des syndicats soviétiques, Moscou 6 et 7 octobre 1980), D 32, novembre 1980.

Le gouvernement et les cabinets ministériels, D 33, 15 juin 1981.

Session du CES (Conseil Economique et Social) sur la situation des pays les moins avancés, D 34, juillet 1981.

Résumé du plan intermédiaire pour deux ans (1981 – 1983), D 35, 3 novembre 1981.

Gouvernement et cabinets ministériels, D 36, 20 octobre 1981.

D 37, **manquant**.

Résumé du plan intermédiaire pour deux ans (1981-1983), D 38, 3 novembre 1981.

Pouvoir d'achat des ressources mensuelles nettes des ouvriers au 1^{er} juillet 1981, D 39, novembre 1981.

Positions adoptées par le Groupe de la CGT au Conseil Economique et Social en 1981, D 40, mars 1982.

Structure de la dépense alimentaire des ménages et de la répartition des achats selon le type de point de vente, D 41, novembre 1982.

Evolution de la fécondité dans les pays industrialisés, D 42, novembre 1982.

Durée de scolarisation et prestations familiales, D 43, novembre 1982.

Présentation de la CGT dans les instances du Plan, D 44, décembre 1982.

Préparation du IX^{ème} Plan, D 45, décembre 1982.

Données rétrospectives et prévisions économiques pour les années 1983 et 1984 concernant le pouvoir d'achat, les salaires, le

revenu disponible et les résultats des entreprises, D 46, novembre 1983.

Effectifs de la population totale, de la population active et des salariés au recensement de 1982, pour la France entière et dans chaque région par sexe, catégorie socioprofessionnelle, nationalité et activité économique, D 47, septembre 1984.

Effectifs de la population totale, de la population active totale, de la population active ayant un emploi, de la population des salariés, D 48, septembre 1984.

Données statistiques sur les entreprises et leurs établissements au 1^{er} janvier 1983, D 49 septembre 1984.

La conjoncture économique et ses perspectives à la fin de 1984, D 50, décembre 1984.

D 51, **manquant**

L'impact des nouvelles technologies sur l'action syndicale et le système français des relations industrielles, D 52, avril 1985

Déclaration de Jean Magniadas et Charles Demons sur le rapport d'exécution du 9^{ème} plan (1984-1988) relatif à l'année 1984 à la séance du 10 mai 1985, D 53, mai 1985.

Salaires des jeunes et pratiques de recrutement des jeunes travailleurs dans l'Europe de l'ouest, D 54, juin 1985.

Constat de l'évolution récente des revenus en France (1981-1984), D 55, juillet 1985.

La conjoncture économique et ses perspectives en juillet 1985, D 56, juillet 1985.

Données sur l'évolution de l'économie mondiale, D 57, septembre 1985.

Données sur les multinationales, D 58, septembre 1985.

La nouvelle technologie et ses conséquences pour l'emploi et les travailleurs, D 59, octobre 1985.

La conjoncture économique et ses perspectives en novembre 1985, D 60, novembre 1985.

La position du mouvement syndical face à la politique du FMI et de la banque mondiale séminaire du Comité Economique et social de la FMI, Moscou 19 – 21 novembre 1985, D 61, janvier 1986.

Les subventions politiques à FO. Rebondissement et développement d'une ancienne affaire, D 62, janvier 1986.

Quelques aspects sur l'activité internationale de l'AFL-CIO, D 63, février 1986.

Situation et perspectives de l'économie française au tournant des années 1985-1986, note de Charles Demons, Secrétaire du CCEES, D 64, février 1986.

Tous ensemble, un livre de Monsieur F. de Closets, note de Jean Magniadas, Directeur du CCEES de la CGT, D 65, février 1986.

Sur le premier rapport d'exécution du IXème plan, intervention de Gérard Alezard, Président du groupe CGT devant l'assemblée plénière du Conseil Economique et Social, D 66, février 1986.

Enquête sur les salaires de la métallurgie, D 67, février 1986.

La conjoncture économique et ses perspectives en mai 1986, intervention de Jean Magniadas, Directeur du CCEES, D 68, juin 1986.

Les relations professionnelles en Belgique, compte rendu de la journée d'information de l'AFERP du 20 juin 1986, D 69,

La conjoncture économique et ses perspectives en octobre 1986, intervention de Jean Magniadas, Directeur du CCEES, D 70, novembre 1986.

La classe ouvrière et notre temps, D 71, novembre 1986.

De la « civilisation des pannes » à la crise des gestions d'entreprise, D 72, mars 1987.

Nouvelles frontières pour le syndicalisme, D 73, juin 1987.

L'étude IPECODE sur « le coût du travail en France et en Allemagne », D 74, juillet 1987.

La conjoncture économique au second semestre 1987, D 75, novembre 1987.

L'industrie de l'armement, D 76, novembre 1987.

Privatisations dans les services publics, D 77, novembre 1987.

Les fiches documentaires sur les problèmes économiques et sociaux, D 78, novembre 1987.

La conjoncture économique et ses perspectives en mars 1988, intervention de Jean Magniadas, Directeur du CCEES, D 79, mars 1988.

Bibliographie sélective sur la segmentation du marché du travail, D 80, avril 1988.

Bibliographie sélective sur l'immigration, D 81, avril 1988.

Le plan et les problèmes européens, document X^{ème} Plan n° 1, D 82, avril 1988.

La CGT et la politique contractuelle, D 83, mai 1988.

Les stratégies patronales et gouvernementales d'intégration après 1986, D 84, mai 1988.

Les salaires dans l'Amérique de Reagan, D 85, mai 1988.

La situation du syndicalisme aux Etats-Unis. Le glissement des adhérents. Le déclin de la grève, D 86, juin 1988.

Quelques obstacles à la représentation des salaires dans les bureaux, D 87, juin 1988

Les jeunes et le syndicalisme – synthèse, D 88, octobre 1988.

Information de la délégation de la CGT en URSS sur la restructuration économique, D 89, décembre 1988

3 D 27

Le congrès de la CISL, D 90, mars 1989.

Aspects internationaux de la crise et son développement, D 91, avril 1989.

La négociation collective en France. Règles et pratiques, D 92, mai 1989.

Rentrée 1989. Des arguments pour des luttes. 14 fiches pour l'action, D 93, septembre 1989.

Sur quelques aspects économiques et sociaux de la Révolution française, D 94, février 1990.

Analyses et documents économiques (cahiers du CCEES de la CGT). Eléments. Pour un bilan et perspectives, note d'André Narritsens, Secrétaire de rédaction de la revue Analyses et documents économiques, D 95, mars 1990.